

LA QUESTION
DE LA DÉMOCRATIE
EN POLOGNE

59

SELON CLAUD HOFFE « LES DÉMOCRATIES SONT non seulement incapables de créer les conditions de leur propre avènement, elles sont aussi capables de se défaire ». Autrement dit, « les démocraties sont, en dernière analyse, sans défense contre des mouvements et des élites antidémocratiques qui utilisent des procédures démocratiques pour restaurer un régime autoritaire »¹. C'est précisément ce type de danger que redoutent tous ceux qui se sont récemment penchés sur l'évolution de la situation politique en Pologne. S'il est vrai que nul ne soupçonne – du moins de manière directe – les élites au pouvoir de convictions antidémocratiques, il n'en demeure pas moins que les modalités institutionnelles qu'elles proposent semblent être de plus en plus perçues comme dangereusement proches d'un seuil où la jeune démocratie polonaise « commence à se défaire ».

Cela étant dit, nos démocraties seraient-elles réellement aussi fragiles que le suggère Hoffe ? Car, enfin, leur permanence ne dépend pas uniquement des éléments inhérents aux procédures – qui, en effet, permettent parfois l'instauration, et ce par voie démocratique, d'un système autoritaire. Elles dépendent également des valeurs, des aspirations et des orientations sociales, de ces « habitudes du cœur »² dont découle la stabilité de tout régime quel qu'il soit, et qui, par conséquent, devraient être prises en compte par les élites politiques.

Raison pour laquelle, avant même d'essayer d'évaluer l'étendue des

1. Claus Hoffe, voir bibliographie sommaire, p.71-72.

2. Alexis de Tocqueville ; R. N. Bellah *et al.* ; voir bibliographie sommaire.

menaces qui pèsent actuellement sur la démocratie polonaise, il convient d'examiner la relation que les Polonais entretiennent avec la notion de démocratie.

L'ATTITUDE DES POLONAIS FACE AU SYSTÈME DÉMOCRATIQUE

Il nous a semblé intéressant d'adopter comme point de départ les résultats de European Values Systems (EVS), datant de 1999, qui présentent de façon comparative l'attitude des Polonais face aux questions de la démocratie (voir tableau 1).

60 Il en ressort que l'écrasante majorité des Polonais (« entièrement d'accord » + « plutôt d'accord » = 89,7 %) est favorable au régime démocratique, en dépit des problèmes qui pourraient l'affecter. Pour 83,8 % des sondés, le système démocratique est « très bon » ou « plutôt bon », chiffre concurrencé (87,8 %) par les sympathisants des experts extérieurs aux milieux gouvernementaux. Les deux autres options – pouvoir fort et régime militaire – ont recueilli un score nettement inférieur (respectivement 22,1 % et 17,1 %), pendant que – fait intéressant – jusqu'à 35,1 % des Français étaient favorables à un pouvoir fort.

Si l'on compare les griefs des Polonais contre le système démocratique par rapport aux autres sondés, on constate que même une démocratie aussi confirmée que la France n'échappe pas non plus aux critiques. Ainsi 12 % des Français contre 8,5 % des Polonais s'estiment convaincus que le système économique fonctionne mal sous un régime démocratique. Les Français sont de nouveau majoritaires (26,3 %) par rapport aux Polonais (22,9 %) pour se plaindre du problème de l'indécision, suivis de près par les Belges (21,7 %). Sur la question de l'incapacité à maintenir l'ordre inhérente au régime démocratique, le palmarès revient aux Polonais (21 %), suivis de près par les Français (18,5 %), les deux devançant – fait étonnant – les Russes (16,5 %) et les Roumains (16,1 %).

Les conditions d'évolution de la démocratie en Pologne ont sans doute contribué à rendre les Polonais aussi réservés par rapport à cette forme de régime. Seuls 2 % s'avouaient pleinement satisfaits de son fonctionnement, contre 45,2 % de satisfaits (« entièrement » ou « plutôt satisfaits »), et 54,7 % de non-satisfaits. Nous constatons, une fois de plus, une répartition similaire dans les pays occidentaux. À titre de comparaison, à la même période en France, les pourcentages des satisfaits et des non-satisfaits du fonctionnement de la démocratie

1. Degré d'acceptation des différents systèmes politiques
et évaluation du régime démocratique en 1999

	Pologne			France			Europe de l'Est		
	Très bon	Plutôt bon	Très bon	Très bon	Plutôt bon	Très bon	Très bon	Plutôt bon	Plutôt bon
<i>Évaluation des différents systèmes politiques</i>									
Pouvoir fort	7,3	14,8	13,3	21,8	12,9	24,1			
Gouvernement d'experts issus des milieux non gouvernementaux	26,6	61,2	14,3	36,7	22,4	48,9			
Régime militaire	1,7	15,4	1,3	2,8	2,3	7,3			
Régime démocratique	23,3	60,5	53,2	36,3	31,5	54,3			
<i>Opinions sur la démocratie</i>									
Entièrement d'accord	Entièrement d'accord	Plutôt d'accord	Entièrement d'accord	Plutôt d'accord	Entièrement d'accord	Plutôt d'accord			
La démocratie reste un régime meilleur que d'autres en dépit des difficultés rencontrées	24,0	65,7	61,7	31,8	28,0	55,9			
Le système économique fonctionne mal dans une démocratie	8,5	38,2	12,0	37,9	7,8	33,4			
La démocratie génère indécision et querelles	22,9	56,7	26,3	47,4	13,8	42,3			
Le régime démocratique est inapte à maintenir l'ordre	21,0	47,0	18,5	37,0	10,0	34,2			
	Très satisfait(e)	Plutôt satisfait(e)	Très satisfait(e)	Plutôt satisfait(e)	Très satisfait(e)	Plutôt satisfait(e)			
Degré de satisfaction quant au développement de la démocratie dans un pays donné	2,0	43,2	4,4	45,0	1,8	25,3			

SOURCE: Halman, 2001.

atteignaient une quasi-égalité (respectivement 49,4 % et 50,6 %). Quant aux autres pays est-européens, leurs évaluations semblaient bien plus critiques que celles des Polonais.

Ceci étant, ce qui semble nettement ressortir du tableau 1 ci-dessus, c'est qu'en dépit d'une acceptation généralement large du système démocratique, les Polonais de 1999 s'avèrent bien moins que les Occidentaux ou les autres pays postcommunistes enclins à se prononcer de manière forte pour ce type de régime.

62 Qui plus est, selon les sondages d'opinion menés en Pologne – même s'ils divergent sur quelques points avec les données d'EVS –, les critiques suscitées par le développement de la démocratie, au lieu de diminuer, se sont plutôt amplifiées après 1999. En effet, les résultats (voir tableau 2 ci-dessous) témoignent de la recrudescence des opinions négatives sur le système démocratique, et notamment – indicatif du danger pour la démocratie – la recrudescence d'opinions telles que « un pouvoir fort pourrait s'avérer préférable à un régime démocratique », ou encore « pour des gens comme moi, il n'y a au fond aucune différence entre un régime démocratique ou non démocratique ».

Constatés ces dernières années, le sentiment de découragement et l'acceptation de l'idée d'un pouvoir fort pourraient s'expliquer – dans une certaine mesure – par la déception à l'adresse du gouvernement de Leszek Miller. En effet, les estimations 2005 du tableau 2, établies immédiatement après les dernières élections législatives et présidentielle, semblent avoir été fortement influencées par les critiques à l'égard des quatre années du gouvernement postcommuniste. Critiques dont la rhétorique électorale a largement usé et abusé. Il était donc envisageable que la nouvelle équipe qui arrivait au pouvoir en 2005, prônant de radicales réformes (« révolution morale », etc.) ayant pour but de guérir la démocratie polonaise de toutes ses faiblesses, pourrait rencontrer un accueil des plus favorables.

Il n'en fut rien. Selon une étude menée par CBOS début mars 2006, seuls 28 % des Polonais s'accordent à dire que la politique du gouvernement actuel serait radicalement différente de celle du gouvernement précédent³. Quelque 24 % d'enquêtés la considèrent « en principe semblable à la précédente, à l'exception de quelques éléments nouveaux », pendant qu'un pourcentage quasi identique (23 %) la verrait

3. CBOS, 56/2006, voir bibliographie sommaire.

*2. Évolution des évaluations et des opinions
sur le régime démocratique*

<i>Parmi les opinions énumérées ci-dessous, laquelle correspond davantage à la vôtre</i>	<i>1999</i>	<i>2001</i>	<i>2005</i>
Démocratie signifie avant tout liberté individuelle	68	67	60
<i>vs</i> Démocratie signifie avant tout désordre et chaos	24	20	31
Un pouvoir fort pourrait s'avérer préférable à un régime démocratique	32	34	40
<i>vs</i> La démocratie demeure le meilleur des régimes politiques	51	50	45
<i>Tout à fait d'accord + plutôt d'accord (en %)</i>			
Une démocratie génère trop d'indécisions et de bavardages	–	–	77
Une démocratie est peu capable à maintenir l'ordre	–	–	73
Dans certains cas, un régime non démocratique pourrait être plus souhaitable qu'un régime démocratique	41	43*	52
Pour des gens comme moi il n'y a au fond aucune différence entre un régime démocratique et un régime non démocratique	41	49*	50

SOURCE. CBOS, 194/2005.

* Chiffres 2002.

« en principe différente, à l'exception de quelques similitudes ». Seuls 27 % contre 56 % considèrent que le gouvernement réalise les promesses électorales faites par Droit et Justice. La majeure partie des enquêtés (43 %) remarquent que le gouvernement de Kazimierz Marcinkiewicz esquive les questions les plus urgentes à résoudre dans le pays. Concernant les éventuels succès du gouvernement actuel, un

petit 17 % en est convaincu, contre 66 % qui le soupçonnent de s'en vanter uniquement.

Il est à souligner que ce n'est pas le Premier ministre qui est perçu comme la personne pouvant décider des affaires importantes pour le pays. Seuls 24 % des enquêtés le créditent d'un tel pouvoir, pendant que 57 % attribuent ce rôle plutôt au président Lech Kaczynski, ou encore – en deuxième position (43 %) – à Jaroslaw Kaczynski, leader de Droit et Justice, parti vainqueur. Dans un même temps, près des trois quarts (72 %) constatent que ceux qui gouvernent aujourd'hui la Pologne ne sont intéressés que par le pouvoir, contre seulement 18 % convaincus qu'ils œuvrent dans l'intérêt du pays et de ses habitants.

64 À l'issue des études comparatives qui ont été menées sur la Pologne à l'automne 2004, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et l'Ukraine, il s'avère que les Polonais se distinguent par le niveau le plus bas de confiance qu'ils accordent à leurs partis politiques (10 %) ainsi qu'à leurs parlementaires (9 %). Dans les deux cas, plus de 80 % ont déclaré leur méfiance envers les représentants de ces institutions⁴. Ce même sentiment persiste également à l'égard du Parlement nouvellement élu : en février 2006, seuls 23 % des Polonais exprimaient une opinion positive, contre 65 % d'opinions négatives, chiffre augmenté de 14 % après les cinq premiers mois de l'existence de la nouvelle assemblée. À la même période, les opinions négatives étaient également à la hausse concernant le gouvernement de Lech Kaczynski (+ 13 %), sans épargner l'Église catholique (+ 5 %), les deux institutions recueillant par ailleurs un nombre important de satisfaits⁵.

La crise de confiance à l'égard de la démocratie, de la Diète, des partis politiques, la méfiance grandissante envers d'autres institutions politiques, et la montée de sympathies pour un pouvoir fort – l'ensemble de ces éléments semble étayer la thèse de la menace sur la démocratie en Pologne.

Dans ce contexte une majorité de réponses consistant à dire que « la politique actuelle génère autant de chances que de périls pour la démocratie » (33 %), conjuguées aux réponses positives (plus de chances que de dangers, 26 %) semblent témoigner d'une dangereuse insouciance, car seuls 27 % sont préoccupés.

4. CBOS, 165/2004, voir bibliographie sommaire.

5. CBOS, 32/2006, voir bibliographie sommaire.

3. Évaluation de l'évolution actuelle de la situation politique en Pologne

*Parmi les opinions énumérées ci-dessous, relatives
aux dernières élections législatives et présidentielle,
laquelle correspond le mieux à la vôtre*

*Réponses
(%)*

La vie politique actuelle s'oriente clairement vers un développement harmonieux de la pleine démocratie	10
La vie politique présente davantage de chances que de menaces par un développement harmonieux de la démocratie	16
Les événements qui traversent actuellement la vie politique polonaise génèrent autant de chances que de menaces pour un développement harmonieux de la démocratie	33
La vie politique polonaise génère davantage de menaces que de chances pour le développement harmonieux de la démocratie	18
La vie politique polonaise tend clairement à restreindre la démocratie	9
Sans opinion	14

SOURCE. CBOS, 57/2006.

LES CHANCES ET LES MENACES POUR LA DÉMOCRATIE

Comme en témoignent les chiffres cités au début de notre article, il est plutôt rare que le système démocratique jugé sur ses résultats recueille des avis franchement positifs, y compris au sein des pays de longue tradition démocratique. C'est un fait compréhensible, puisque les réponses se trouvent affectées par le caractère *ad hoc* de la vie politique où la vision des choses passe par le prisme des intérêts particuliers.

L'évolution du pays sur le plan économique et sur le plan politique, entamée depuis le changement de régime en 1989, est un fait caractéristique que les Polonais perçoivent de manière différente. Pour autant qu'une majorité d'entre eux – et ce dès le milieu des années 1990 – voyaient l'économie polonaise plus proche de l'économie du marché

que du modèle socialiste, et ils perçoivent le système politique, encore actuellement, comme davantage non démocratique (33 %) que démocratique (25 %) ⁶.

Pour résumer, le mécontentement persistant quant au fonctionnement de la « démocratie » polonaise serait davantage à mettre sur le compte de l'éloignement de celle-ci d'un certain modèle qu'un jugement du système en tant que tel.

66 Cela transparaît notamment dans la conviction prépondérante que la démocratie reste supérieure à d'autres systèmes politiques. Des études menées sur le long terme par CBOS démontrent que depuis plus d'une dizaine d'années cette opinion se maintient à un niveau relativement élevé (plus de 60 %), preuve de la permanence des préférences démocratiques des Polonais. Il faut ajouter par ailleurs que celles-ci n'ont rien à voir avec un quelconque fondamentalisme démocratique. Pour preuve, si 57 % des Polonais trouvent souhaitable « le développement de la démocratie, à travers le monde, indépendamment des traditions politiques ou culturelles particulières », une partie importante (40 %) admet qu'« il existe des pays dont les traditions politiques et culturelles ne sont pas compatibles avec le système démocratique ». La Pologne échappe à cette catégorie : 72 % contre 12 % des interrogés considèrent que « la démocratie est en adéquation avec ses traditions politiques et culturelles ». Chiffres cependant soumis à une réserve : parmi les partisans ainsi clairement déclarés pour la démocratie, le petit échantillon d'inconditionnels (21 %) reste dominé par un nombre deux fois supérieur des « plutôt oui » (51 %).

Notre analyse des enquêtes publiées par EVS nous conduit à conclure ici à l'existence d'une tendance qui semble caractériser les Polonais comme restant réservés par rapport au système démocratique. Pour examiner les origines de cette réticence, et du même coup pouvoir évaluer « le potentiel démocratique » des Polonais, il conviendrait d'approfondir notre analyse en essayant de savoir quelles sont les convictions politiques de la société polonaise. Cependant, il s'agit précisément d'une question à laquelle les sociologues ont beaucoup de difficultés à répondre. Les scrutins successifs ont fourni aux divers observateurs l'occasion de souligner la fluctuation dans les préférences

6. CBOS, 57/2006, voir bibliographie sommaire. 27 % d'interrogés considèrent que le système politique actuel se situe « à mi-chemin », 15 % répondent « difficile à dire ».

électorales de la société polonaise ainsi que l'absence d'une réelle adéquation entre le statut social des électeurs et les programmes politiques qu'ils cautionnaient⁷. Les analyses sociologiques pointent l'absence d'ancrage d'options politiques, fussent-elles de gauche ou de droite, par rapport aux données socio-culturelles changeantes⁸. Il est à remarquer que durant une longue période, parmi les deux dimensions qui différencieraient les bords politiques opposés, la dimension culturelle (par exemple la question de la participation de l'Église à la vie publique) dominait la dimension politique *stricto sensu*⁹.

Des tendances similaires découlent des enquêtes réalisées en Pologne par EVS. Là non plus on n'a pas pu noter de corrélation entre les intentions de vote et les variantes socio-démographiques¹⁰. Les intentions de vote aussi bien à droite qu'à gauche ne recoupaient pas, contrairement aux pays occidentaux, le critère de statut social¹¹.

Cependant, l'ensemble de ces faits ne prouve pas forcément que les opinions ainsi exprimées seraient le fruit du hasard et inaptes à représenter une attitude cohérente. Nous dirons plutôt que – ne serait-ce qu'eu égard à l'expérience somme toute récente de la démocratie polonaise – ce type d'attitude a davantage tendance à se cristalliser autour des réalités politiques immédiates, que de se présenter comme choix idéologique abouti. Cette supposition se trouve confirmée par les analyses d'EVS qui permettent d'esquisser, via l'émergence des trois tendances cohérentes, une base à des futurs choix politiques¹².

La première d'entre elles, nous l'appellerons antidémocratique, car elle conjugue l'attitude critique face à la démocratie et l'attitude négative par rapport à l'économie de marché, accompagnée d'une déontologie professionnelle traditionaliste. Ce type d'attitude est notamment constaté chez les individus à bas niveau d'instruction, occupant des postes subalternes, plutôt âgés et habitant les villages et les petites villes.

7. Markowski, cité par P. Wronski, voir bibliographie sommaire.

8. T. Szczawiel, voir bibliographie sommaire.

9. T. Zukowski, voir bibliographie sommaire

10. À une exception près, celle des intentions de vote pour le PSL (parti paysan), où sont apparues les corrélations avec la dimension de lieu d'habitation, niveau d'instruction, statut professionnel.

11. Pour l'ensemble des données, tous pays occidentaux confondus, les relations entre les déclarés droite-gauche et les indicateurs socio-économiques, date de naissance, lieu d'habitation, tout en restant faibles ($r < 100$) sont néanmoins importantes sur le plan statistique.

12. Mira Marody, voir bibliographie sommaire.

La deuxième tendance, que nous appellerons anticommuniste, consiste en une évaluation négative de l'époque communiste, un jugement positif des évolutions de l'après-1989, ainsi qu'un fort soutien à l'économie de marché. Un représentant type possède un statut socio-économique élevé, est plutôt jeune, d'un niveau d'instruction supérieur, occupant les postes de direction, sympathisant de la droite, et habite le milieu urbain.

Enfin, la troisième tendance, celle des adeptes de la démocratie locale, revendique de plus larges prérogatives pour les pouvoirs locaux, témoigne d'une attitude positive face à l'économie de marché, et accepte plus largement que les autres la démocratie comme le meilleur système en dépit des difficultés. Ce qui la différencie de la tendance anticommuniste, c'est son jugement bien plus sévère des gouvernements de l'après-1989. Elle accepte, enfin, l'idée qu'une société juste devrait avoir pour but l'élimination des inégalités. Aucune corrélation sensible par rapport aux données socio-démographiques n'a pu être constatée dans son cas.

Il en ressort clairement qu'aucune de ces trois tendances ne semble prendre en compte les dangers menaçant la démocratie sous le gouvernement actuel. Car, pour les antidémocrates, restreindre l'espace démocratique est une chose hautement souhaitable, tandis que, pour les anticommunistes, non seulement la démocratie n'est pas une valeur première, mais il leur semble bien plus important d'«anéantir les alliances postcommunistes» précisément par le biais de cette restriction. Les partisans de la démocratie locale eux non plus n'arrivent pas à faire le lien entre les restrictions démocratiques que subissent actuellement les institutions centrales, via les réformes lancées par le gouvernement en place, et les possibilités de développement de l'autogestion locale¹³. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les institutions locales soient soumises davantage aux pressions régionales que centrales.

Pour ce qui est de l'immense majorité des Polonais, leurs opinions ne reflètent pas non plus de convictions politiques très cohérentes. Leur très ancienne et persistante animosité envers tous les partis ou formations politiques sans exception ainsi que leur aversion envers tout engagement dans la vie publique¹⁴ ne favorisent pas une prise de conscience par rapport aux éventuels dangers menaçant le sommet du

13. Cela est d'autant plus plausible qu'il s'agit de la catégorie permettant de mieux évaluer le fonctionnement des institutions politiques.

14. Hausner, Marody; Marody; Trutkowski, voir bibliographie sommaire.

pouvoir et les instances centrales. On peut le constater ne serait-ce qu'à la lumière des réponses sur le « pacte de stabilité »¹⁵, dont la signature avait été jugée comme une bonne chose (« tout à fait » + « plutôt ») par 36 % des consultés, et comme mauvaise par 30 % (« tout à fait » + « plutôt »), avec 34 % d'indécis (« difficile à dire »). S'il est vrai que le pourcentage de réponses décidément négatives (12 %) était deux fois supérieur aux réponses décidément positives (6 %), les esprits étaient plutôt dominés par l'attente de la stabilisation de la scène politique, que d'éventuels changements radicaux¹⁶.

En effet, pour la majorité des Polonais, la question primordiale n'est pas celle du sort réservé à la démocratie dans leur pays, mais l'amélioration de la situation économique et de leurs conditions de vie. Ainsi, d'après les enquêtes menées en décembre 2005, immédiatement après la constitution du gouvernement Marcinkiewicz, les espoirs d'une accélération sur le plan économique s'accompagnaient de l'attente d'un plus grand bien-être, de la hausse des salaires, des pensions d'invalidité ou des retraites. Les personnes sondées souhaitaient également la réduction de la pauvreté et la garantie d'une aide sociale aux plus nécessiteux. Bien que la plupart des sondés restaient sceptiques quant à la réalisation des promesses électorales, jusqu'à 40 % d'entre eux espéraient que le gouvernement accélérerait les changements économiques, et presque autant (39 %) espéraient l'amélioration de leurs conditions de vie¹⁷.

La réalisation de tels espoirs serait, sans doute, suffisante pour que les Polonais continuent à soutenir le gouvernement en place. Et une menace potentielle pesant sur la démocratie aurait été traitée tout au plus comme un signal pour retourner à d'anciennes méthodes éprouvées, de « faire avec » un régime autoritaire : se retirer de la sphère publique, user de leurres, retomber dans une double vie. Pour les autres, inconditionnels du modèle démocratique, restait l'opportunité ouverte par l'élargissement, celle de partir vivre ailleurs.

Si la conclusion selon laquelle les Polonais ne sont pas prêts à défendre la cause démocratique semble conforme à la réalité, il est également vrai qu'ils n'abandonneraient pas la perspective d'améliorer leurs conditions de vie au nom d'une « révolution morale » autoritaire.

15. Nom de l'accord conclu début 2006 entre le parti vainqueur Droit et Justice et deux partis populistes – Autodéfense et Ligue des familles polonaises – qui, en mai 2006, ont formé une coalition.

16. CBOS, 48/2006, voir bibliographie sommaire.

17. CBOS, 1/2006, voir bibliographie sommaire.

Paradoxalement donc, le sort de la jeune démocratie polonaise ne dépend pas tant du « potentiel démocratique », resté somme toute pas très élevé, que de la situation économique qui, à son tour, reste aussi dépendante de la politique gouvernementale que d'autres facteurs tels que la conjoncture économique. Alors que ces derniers semblent être particulièrement favorables à la coalition au pouvoir, la politique économique du gouvernement est de plus en plus critiquée. Comme il ressort des estimations datant de mars 2006, c'est-à-dire six mois après la constitution du gouvernement, le pourcentage des voix positives sur les chances de l'amélioration sur le plan économique est passé de 50 % à 42 %, et les avis clairement négatifs par rapport à l'action gouvernementale en la matière sont montés de 29 % à 39 %¹⁸.

70 Selon toute probabilité, l'appréciation négative ira en s'accroissant, puisque la longue accumulation des difficultés structurelles de l'économie polonaise ne saurait être résolue par la seule conjoncture économique. Difficultés qui ne pourront qu'être aggravées par des décisions politiques dont l'insuffisance s'exacerbe avec la « politisation » de l'actuelle équipe dirigeante, ou encore avec son désintéressement à l'égard de la sphère économique, accaparée comme elle l'est par les aspects « moraux », ou plutôt idéologiques de la vie politique. Ce qui signifie que tôt ou tard, à l'instar de ses prédécesseurs, la coalition actuelle sera amenée à reconnaître « qu'elle a voulu bien faire, mais n'y est pas arrivée ».

En fait, le principal problème qui se pose à la démocratie polonaise n'est pas le déficit du « potentiel démocratique » au sein de la société, mais l'absence d'élites capables d'évaluer avec justesse les besoins de la population et de mettre à profit le potentiel modernisateur qui réside, d'une part, dans ses aspirations à améliorer son sort et, d'autre part, dans les opportunités qui existent dans le domaine économique.

Depuis de nombreuses années, la société polonaise tente d'identifier de telles élites par la voie des élections démocratiques et, à chaque tentative, se voit condamnée à vivre une profonde déception. Cela est bien visible dans les enquêtes électorales détaillées, où les abstentionnistes par conviction constituent moins de 20 % de l'électorat, pendant que « près de 60 % des autorisés à voter dans les deux tours de scrutin à la Diète ont voté pour différents partis, ou du moins ont participé à l'un des deux scrutins »¹⁹.

18. CBOS, 45/2006, voir bibliographie sommaire.

19. J. Wasilewski, M. Kopczynski, S. Szczur, voir bibliographie sommaire.

Ainsi, le modèle dominant du comportement électoral des Polonais met en évidence une flagrante inadéquation entre l'« offre » politique et la « demande » citoyenne. Et rien n'indique que les actions de la coalition au pouvoir sauraient apporter un quelconque changement dans ce domaine.

R É S U M É

La Pologne connaît-elle une crise prématurée de la démocratie ? C'est la question dérangeante que pose l'article en examinant les différentes facettes : crise de confiance à l'égard de la Diète et des partis politiques, méfiance grandissante envers les institutions politiques et montée de sympathies pour un pouvoir fort. L'ensemble de ces éléments semble étayer la thèse et dessine l'arrière-plan de la montée en puissance des forces populistes. 71

B I B L I O G R A P H I E S O M M A I R E

- R. N. Bellah, R. Madsen, W. M. Sullivan, A. Swidler, S. M. Tipton, *Habits of the Heart. Individualism and Commitment in American Life*, New York, Harper & Row, 1986.
- CBOS, *Centrum Badan Opinii Społecznej* (Institut de sondage d'opinions sociales), Varsovie :
- , *Degré de confiance par rapport aux institutions publiques en Europe centrale et orientale*, communiqué n° 165, 2004.
 - , *Attentes par rapport au gouvernement de Kazimierz Marcinkiewicz*, communiqué n° 1, 2006.
 - , *Opinions sur le fonctionnement des institutions publiques*, communiqué n° 32, 2006.
 - , *Opinions sur le pacte de stabilité*, communiqué n° 48, 2006.
 - , *Évaluation de différents aspects de l'action gouvernementale*, communiqué n° 56, 2006.
 - , *Côtés clairs, Côtés obscurs de la démocratie en Pologne*, communiqué n° 57, 2006.
 - , *L'Attitude des Polonais par rapport à la démocratie*, communiqué n° 194, 2006.
- L. Halman, *The European Values Study: A Third Way. Source Book of the 1999/2000 EVSS*, Tilburg, WORC, Tilburg University, 2001.

- J. Hausner, M. Marody (éd.), *Quality of Governance: Poland Closer to European Union?*, EU-monitoring IV, Cracovie, École d'administration publique de la région de Malopolska, Varsovie, Fondation Friedrich Ebert, 2000.
- M. Marody, J. Wilkin (éd.), *On course? Poland on the Eve of EU Accession*, EU-monitoring VII, Cracovie, École d'administration publique de la région de Malopolska, 2003.
- M. Marody, « Ideological Orientations in Poland », in A. Jasinska-Kania, M. Marody (éd.), *Poles among Europeans*, Varsovie, Éditions scientifiques Scholar, 2004, p. 89-108.
- C. Hoffe, « Homogeneity and Constitutional Democracy: Coping with Identity Conflicts Through Group Rights », *The Journal of Political Philosophy*, 6, n° 2, p. 113-141.
- 72 T. Szawiel, « Le clivage gauche-droite en politique ainsi que dans un contexte culturel plus large », in M. Grabowska, T. Szawiel, *La Construction de la démocratie. Clivages sociaux, partis politiques et société civile dans la Pologne postcommuniste*, Varsovie, Éditions scientifiques polonaises, 2001.
- A. de Tocqueville, *Democracy in America*, trad. G. Lawrence, éd. J.-P. Mayer, New York, Doubleday, Anchor Books, 1969.
- C. Trutkowski, *Spoleczne reprezentacje polityki*, Varsovie, Éditions scientifiques Scholar, 2000.
- J. Wasilewski, M. Kopczynski, S. Szczur, « La stabilité des comportements électoraux », in R. Markowski (éd.), *Élections parlementaires, 1997. Système des partis. Attitudes politiques. Comportements électoraux*, Varsovie, ISP-Académie des sciences polonaise, Fondation Friedrich Ebert, 1999, p. 81-110.
- P. Wronski, « Changeant tel un électorat », *Gazeta Wyborcza*, 26 octobre, 2001.
- T. Zukowski, « Six années de spectacle de la démocratie. Évolution de la scène politique polonaise entre le printemps 1989 et le printemps 1995 », in M. Marody, E. Gucwa-Lesny (éd.), *Les Fondements de la vie politique polonaise*, Varsovie, ISS-Université de Varsovie, 1996.
- , « Aquaplaning » (entretien par W. Zaluska), *Gazeta Wyborcza*, 25 octobre 2001.